RAPPORT MORAL La CaSA tizote **Assemblée Générale Ordinaire - 31 janvier 2025**

● 6 éléments importants ont ponctué l'année 2024 :

→ octobre 2023 : création du poste de chargé de développement de projet à 80%

→ décembre 2023 à aujourd'hui : reprise de l'Équipe Choix Produits, avec Fabienne à la coordination depuis février ; reprise des rencontres producteurs (plus de visites, plus de liens, plus de découvertes), étude des partenariats selon la grille de critères (écologie / humain / économie / territoire), établissement du contenu des boutiques ((remarque : besoin de renfort dans cette équipe))

→ mars 2024 : emménagement dans un local plus grand et plus confortable, permettant davantage de vie associative partagée

→ mars à septembre 2024 : Dispositif Local d'Accompagnement (DLA) financé par Pas-De-Calais Actif pour consolider le modèle économique - DLA réalisé avec Philippe Milbergue, consultant Cap Actions

→ août 2024 : avis de refus de rescrit fiscal - la Direction Générale des Impôts ne reconnaît pas la CaSA tizote comme étant une association d'intérêt général - en conséquence, la CaSA ne peut pas délivrer de reçu fiscal aux personnes ou structures faisant des dons, ce qui est une condition obligatoire posée par la plupart des mécènes (financements privés par mécénat), ce qui a engendré le non renouvellement en 2025 du financement Fontaine qui permettait de co-financer le poste avec le financement de la Région (Créap)

→ octobre 2024 : vote du passage à une marge variable ; pour soutenir davantage les petits producteurs, ou ceux qui sont en situation difficile, en s'appuyant sur les plus grosses structures pour pouvoir maintenir l'équilibre financier de CaSA, il a été décidé 3 types de marge :

- 3% pour les producteurs ayant besoin d'un soutien important

- 12% pour les producteurs en situation équilibrée

- 20% pour les producteurs et structures solides et en capacité d'aider d'autres producteurs

(taux déterminés pour la saison complète par le CA et l'Équipe Choix Produits en fonction de la connaissance des producteurs et des échanges avec eux).

● Plusieurs changements de fond et de forme ont découlé du travail en DLA :

- écriture de nouveaux statuts qui ont été validés en Assemblée Générale Extraordinaire le 5 octobre dernier ; le changement le plus important étant le passage à une gouvernance par collègues, avec un CA désormais constitué de membres actifs (adhérent.es impliquée.es dans des missions de l'association), de producteurs et de partenaires sociaux et économiques

- passage d'une comptabilité d'encaissement à une comptabilité d'engagement

- mise en place d'une convention de partenariat producteur - association

- établissement d'une cartographie des partenaires pour déterminer les champs de développement possibles et leurs pertinences (financeurs, jeunes, institutions, adhérents, réseaux ESS, publics sensibles)

- travail d'écriture sur les actions envisagées pour les 2 prochaines années

- mise en route de démarches pour obtenir des labels (ex : Éducation Nationale)

- décalage de l'exercice comptable et de la périodicité des adhésions afin d'être dorénavant sur l'année civile (de janvier à décembre)
- simplification du fonctionnement et de la communication avec la réduction des boutiques à 2 catégories Petite Boutique / Grande Boutique.

Ce travail a aussi mis en évidence la nécessité que l'association ait 2 à 3 salarié.es pour être à l'équilibre entre les actions à mener et ses moyens humains. Une liste de ressources financières possibles a été écrite pour tenter de répondre à ces nécessités d'emplois.

● Précision sur le modèle économique (précision technique mais importante)

Suite au DLA, il était prévu la modification du modèle économique avec le passage d'un modèle type « commerce » (= vente de produits) à un modèle type « actions sociales » (= vente de services).

Concrètement, l'association n'allait comptabiliser dans son chiffre d'affaire que les commissions d'intermédiation (marges) + les règlements de prestation d'animation payante (ex : sensibilisation des agents de la CAPSO à une consommation durable). L'ensemble des ventes de produits ne devaient plus être comptabilisées, puisque ce sont les adhérent.es qui achètent et non l'association, qui n'est que collectrice de paiements.

Ce modèle économique « actions sociales » permettait de sortir CaSA d'une association commerciale, reconnaissant alors son utilité sociale et solidaire (et donc potentiellement reconnaissance d'intérêt général → rescrit fiscal → financement possible par mécénat).

Cependant, après de nouvelles informations et formations (Fabienne et Cédric sont en formation comptabilité avec Pas-De-Calais Actif), le CA s'est aperçu récemment que ce modèle économique « actions sociales » n'était pas recevable pour la DGI (Direction Générale des Impôts), d'une part parce que les factures des producteurs sont bien éditées au nom de la CaSA, et, d'autre part, car les ressources financières de la CaSA sont dépendantes du volume des ventes (elle a donc bien un intérêt commercial au sens fiscal).

La CaSA ne peut donc pas adopter le modèle économique « actions sociales ». C'est inévitable et c'est regrettable à 2 niveaux :

- symboliquement et politiquement, nous nous sentons beaucoup plus une structure sociale que commerciale vu les valeurs de justice sociale et de solidarité qui fondent le projet
- financièrement, nous perdons la possibilité d'obtenir des dons et des financements issus du mécénat (car pas de reconnaissance d'intérêt général, et donc pas de rescrit fiscal).

En intégrant les ventes de produits à son chiffre d'affaires, la CaSA dépasse depuis 2 ans le seuil fixé par la DGI pour être collecteur de TVA (environ 70 000€ de chiffre d'affaire annuel). La tolérance étant de 2 ans, la CaSA va donc probablement devoir se fiscaliser cette année et devenir collectrice de TVA.

● Orientation 2025

En ayant pris en compte ses disponibilités et la charge actuelle des missions, le CA a voté en décembre pour l'arrêt du poste salarié et du local.

Avec les nouvelles incertitudes sur les financements, il n'était pas sérieux de recruter quelqu'un sans être sûr de pouvoir le.la rémunérer toute l'année.

Pour le local, faute de suffisamment de bénévoles pour animer le lieu, la dépense est démesurée par rapport à l'usage. Ça ne vaut donc pas la peine de prendre des risques financiers, ni d'imposer de trouver des financements dans l'urgence. Louer un local ne sera à ré-envisager que lorsque les moyens humains seront suffisants (bénévoles - salarié.es) pour réellement animer la vie du lieu.

CaSA a besoin de vivre une année « recharge de batteries » avec des actions adaptées à ses moyens financiers et humains.

Ce qui change en 2025	Ce qui ne change pas en 2025
réduction temporaire du projet	les valeurs !
optimisation bénévolat	poursuite petites boutiques (autre lieu pour St-Omer)
arrêt local St-Omer en mars 2025	poursuite grandes boutiques sans modification
arrêt poste salarié début 2025	consolidation modèle économique
arrêt actions de sensibilisation (car gérées par salarié.e)	recherche subventions et moyens pour développement
gouvernance par collèges	poursuite création réseaux et partenariats territoire

En conclusion, en 2025, CaSA soulage la pression financière et réduit ses charges pour :

- construire une assise financière plus solide
- se familiariser avec les outils de gestion et la stratégie de développement
- chercher des subventions
- installer des conditions favorables à un nouveau poste salarié dès 2026
- développer des partenariats et obtenir des labels permettant de nouvelles actions.

Elle cherchera à s'installer ponctuellement dans des structures accueil, pour des permanences par exemple.

Avec l'absence de salarié.e, CaSA doit mettre en stand by les actions de sensibilisation en place et celles qui devaient être développées en 2025. C'est une mission trop conséquente pour pouvoir être portée par les bénévoles, en l'état actuel des troupes en tous cas (disponibilités, nombre, etc).

● Et les valeurs alors ? CaSA ne risque-t-elle pas de devenir qu'une asso de gestion de GAS ?

La voilà la grande question ! C'est le défi que le nouveau Conseil d'Administration va relever !

La crainte que les valeurs du projet se délitent est présente pour 3 raisons :

→ contexte économique de la CaSA et contraintes qui ont découlent : modèle économique peu cohérent avec les valeurs, non obtention des reconnaissances espérées, opportunités de financements réduites, perte de moyens importants (salarié et local)

→ fatigue des bénévoles, et parfois découragement face aux difficultés ou déceptions (qui se sont pas mal accumulées en 2024)

→ départ progressif de quasiment tou.te.s les fondateurs et fondatrices de la CaSA... il ne reste que Vincent en 2025...

MAIS... MAIS...

Depuis 4 ans, les différents CA ont pris grand soin du travail de fond et de la militance pour pouvoir construire des bases bien solides, et surtout bien ancrées dans les valeurs.

Certain.es nous ont même trouvé un peu trop obstiné.es à ne pas lâcher certains aspects qui semblaient plus chronophages qu'utiles (des actions de sensibilisation ou des partenariats avec les acteurs du territoire, par exemple) alors que nous étions déjà en difficulté sous une masse de travail supérieure aux forces en présence. Mais nous étions convaincu.es qu'il fallait développer les 6 axes du projet en même temps, pour que ses 1ères pierres se posent sur un socle de valeurs bien costaud... et durable !

APARTÉ ... sur certains aspects qui ont pu sembler plus chronophages qu'utiles... beaucoup sont liés à l'aspect militant... car CaSA n'est pas une association qui gère des GAS mais qui a bien pour objet de rendre accessible à tou.tes une consommation durable...

Cet objectif implique :

- des actions très concrètes comme la mise en place de dispositifs solidaires ou l'organisation d'actions de sensibilisation avec tout type de public, et en particulier les publics en situation de fragilité,

- mais ça implique aussi par des actions plus politiques autour de la militance et de la création de communs pour amplifier le changement durable et profond des pratiques => 2 exemples

1) réunions de co-construction organisées par les Galline Felici au sujet de la création de leur Fondation

- cette Fondation Galline Felici est destinée à financer des projets autour de la transition écologique et de la démocratie alimentaire (*= consommateurs et producteurs retrouvent les moyens d'orienter ou de créer ensemble des systèmes qui respectent mieux leurs besoins mutuels = les citoyens reprennent en main le système alimentaire de la production jusqu'à la consommation*)

- réunions associant les associations de GAS et les Galline Felici (consortium de producteurs siciliens engagés dans des démarches durables, environnementales et sociales)

- les Galline Felici font partie des pionniers de la démocratie alimentaire ; ils sont innovants et inspirants ; c'est, certes, une chance de pouvoir consommer leurs bons fruits, mais aussi une chance de pouvoir contribuer aux innovations environnementales et sociales qu'ils impulsent
- *extrait*

« Dans le prix d'une orange, 29% part aux frais de fonctionnement du consortium, 18% au transport, 49% pour le producteur, 4% pour investissements mutualisés/entraïdes (aléas de production et événements climatiques)/projets d'engagement social.

Ainsi, lorsque les plus malchanceux.ces d'entre nous ont subi des événements climatiques dans leurs fermes, nous avons pu nous soutenir les uns les autres.

Nous avons toujours cru et continuons de croire en un système de production alternatif conscient de ses propres limites mais respectueux de celles de la planète. C'est pourquoi nous faisons tout notre possible pour promouvoir le développement, et non la croissance, de fermes solides et viables, capables de faire face au contexte climatique difficile de ces dernières années. Nous avons soutenu de petits projets de revalorisation des territoires près de chez nous et parfois plus loin. Nous aimons regarder plus loin que le bout de notre jardin et espérons que chacun.e d'entre nous a le même regard sur le monde.

Depuis le début de cette aventure collective, nous avons toujours été portés par quelque chose de bien plus grand que nous, qui nous a fait penser que si quelque chose était juste, bien fait et basé sur des valeurs tels que le respect et (la vraie) écoute, tout est possible.

Aujourd'hui, nous ressentons le besoin de renforcer encore plus nos liens, de rendre nos futures productions durables (ou plutôt viables) et de faire face ensemble au nouveau contexte environnemental.

Nous restons convaincu.e.s que notre bien-être dépend de celui de celles et ceux qui nous entourent et du monde dans lequel nous vivons ou du moins qu'il ne peut exister aux dépens de quelqu'un.e ou de quelque chose d'autre. »

2) création d'un réseau régional autour de la démocratie alimentaire et de la SSA

Dans la Région, nous sommes de nombreux acteurs à penser que la transition humaine et écologique doit embarquer tout le monde, mais que cet objectif implique un travail colossal et qu'il nécessite donc de nous rassembler... nous rassembler pour agir à différentes échelles :

- pour s'entraider dans nos quotidiens et amplifier nos actions sur nos territoires respectifs
- mais aussi pour porter plus haut et plus fort le message politique du droit pour tous à une alimentation saine, durable et choisie, et que ce droit entre dans la constitution (et non plus seulement dans les politiques de santé publique ou de droit social)... jusqu'au projet de Sécurité Sociale Alimentaire.

Concrètement, nous nous rassemblons 3 à 4 fois dans l'année pour des journées de travail collectif. Cette année, nous avons écrit ensemble un plaidoyer, et 2025 sera consacré à sa diffusion... pour fédérer un maximum d'acteurs et pourquoi pas rapidement une 1ère expérimentation de caisse commune sur notre territoire !

C'est donc toutes les échelles qui sont à conquérir, à commencer autour de nous, en local, avec les habitants de nos territoires... de parler des alternatives de consommation à son voisin de palier, d'organiser un évènement de sensibilisation avec CaSA et une maison de quartier, jusqu'à contribuer à une expérimentation de caisse commune sur notre territoire...

Il y a tant à faire..... mais c'est un beau et essentiel défi à relever !

Alors voilà, on est resté obstiné.es... à développer tous les volets du projet, comme on pouvait, et, on ne peut pas être sûr.es que ce sera suffisant, mais on espère que ça puisse l'être ! Bien sûr, cette obstination a contribué à la fatigue, et peut-être même au départ de certain.es, mais faire ce projet autrement, en l'amputant de certains volets, n'aurait pas eu de sens, ni de chance de pérennité.

Dans ce travail de fond obstiné, il s'est fabriqué un ensemble de filtres par lesquels le CA 2025, et les suivants, pourront traiter toutes les questions, actions, propositions ou idées de projet... comme une série de lunettes teintées de différentes valeurs qu'il vaudra bien porter lors des débats et prises de décisions...

les lunettes MIXITÉ : cette proposition est-elle accessible à tou.te.s quelle que soit sa situation (culture, milieu, finances, niveau de connaissance, géographie, moyens techniques, etc.) ?

les lunettes SOLIDARITÉ : cette proposition permet-elle une solidarité , une entraide, un soutien entre les citoyen.es ?

les lunettes ÉCOLOGIE : cette proposition respecte-t-elle l'humain, la nature et l'équilibre des deux ?

les lunettes CO-CONSTRUCTION : cette proposition est-elle concertée avec chacun.e des parties concernées ?

les lunettes LIBERTÉ : cette proposition laisse-t-il chacun.e libre de ses choix ?

les lunettes LIENS : cette proposition est-elle génératrice de liens, de rencontres et de convivialité ?

les lunettes TERRITOIRE : cette proposition est-elle cohérente, en lien, voire même mutualisée, avec le territoire ?